



Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – Mai 2022

Sommaire

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Date de livraison : 28 juin 2022

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 3 mai et le 31 mai 2022 un peu partout au pays, au Canada atlantique, au Québec,

en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, dans les Territoires du Nord-Ouest, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de groupes de discussion a surtout mis l'accent sur les priorités et la performance du gouvernement du Canada relativement à des enjeux d'importance pour plusieurs sous-groupes et régions, par exemple les jeunes Canadiens, les Sino-Canadiens, les résidents du Canada atlantique et ceux des Territoires du Nord-Ouest. Par ailleurs, deux groupes du Québec ont discuté des efforts récents du gouvernement fédéral en matière d'environnement et de changements climatiques.

L'étude a permis d'examiner de près une foule de questions connexes, notamment les activités du gouvernement du Canada visant à réduire les émissions de carbone et à promouvoir l'adoption des véhicules zéro émission (VZE), les questions économiques de l'heure, l'humeur de la population, et les armes à feu. Les participants ont aussi été appelés à se prononcer sur diverses annonces en matière de logement incluses dans le budget fédéral 2022. Il s'agissait d'initiatives liées à la construction de nouvelles habitations, à l'abordabilité du logement et aux moyens de mieux soutenir et protéger les Canadiens sur le marché du logement.

Parmi les autres sujets qui ont fait l'objet de discussions, citons le secteur des pêches au Canada atlantique, la relation du gouvernement fédéral avec la Chine, les priorités en matière de langues officielles, les personnes vivant avec un handicap, l'évaluation d'annonces de santé publique et les enjeux recensés par les résidents des Cantons-de-l'Est, de Vancouver et du Manitoba. Les participants métis habitant de grandes villes et des villes de taille moyenne du Manitoba ont eu une discussion sur des questions intéressant leur peuple.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, les répondants appartenaient à un segment précis de la population. Il s'agissait, par exemple, de personnes handicapées, de travailleurs à faible revenu, de grands utilisateurs de médias sociaux (âgés de 18 à 24 ans), de personnes soucieuses de l'environnement, de membres de la diaspora chinoise, de Métis, et de locataires.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.

- Cinq groupes se composaient de membres de la population générale de l'Ontario rural, de villes de taille moyenne des Prairies, du Canada atlantique, des Territoires du Nord-Ouest, et de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal (excepté Montréal).
- Les sept autres groupes représentaient des segments de population particuliers :
 - Des personnes handicapées vivant à Windsor;
 - Des travailleurs à faible revenu de la région des Cantons-de-l'Est, au Québec;
 - De grands utilisateurs de médias sociaux, âgés de 18 à 24 ans, habitant Calgary;
 - Des personnes soucieuses de l'environnement établies dans des villes de taille moyenne du Québec;
 - Des membres de la diaspora chinoise habitant la grande région de Vancouver (GRV), excepté Vancouver;
 - Des Métis vivant dans de grandes villes et des villes de taille moyenne du Manitoba;
 - Des locataires de Vancouver.
- Les groupes du Québec ont été animés en français. Toutes les autres séances se sont déroulées en anglais.
- Les rencontres de ce cycle ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 81 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Ontario rural	1	Anglais	3 mai	18 h-20 h	Population générale	7
Windsor – Ontario	2	Anglais	4 mai	18 h-20 h	Personnes handicapées	7
Villes de taille moyenne des Prairies	3	Anglais	5 mai	20 h-22 h	Population générale	7
Cantons-de-l'Est – Québec	4	Français	10 mai	18 h-20 h	Travailleurs à faible revenu	6
Calgary	5	Anglais	11 mai	20 h-22 h	Grands utilisateurs de médias sociaux de 18 à 24 ans	7
Canada atlantique	6	Anglais	12 mai	17 h-19 h	Population générale	8
Villes de taille moyenne du Québec	7	Français	17 mai	18 h-20 h	Personnes soucieuses de l'environnement	7

Grande région de Vancouver (excepté Vancouver)	8	Anglais	18 mai	21 h-23 h	Diaspora chinoise	7
Grandes villes et villes de taille moyenne du Manitoba	9	Anglais	24 mai	19 h-21 h	Métis	7
Rive-Sud et Rive-Nord, (excepté Montréal) – Québec	10	Français	25 mai	18 h-20 h	Population générale	6
Ville de Vancouver	11	Anglais	26 mai	21 h-23 h	Locataires	7
Territoires du Nord-Ouest	12	Anglais	31 mai	20 h-22 h	Population générale	5
Nombre total de participants						81

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Chaque rencontre a débuté par une discussion sur ce que les participants avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada dans les jours précédents. Beaucoup ont mentionné d'entrée de jeu le conflit entre l'Ukraine et la Russie et évoqué de nombreux aspects de la crise. Ils ont notamment parlé de l'aide financière et militaire continue fournie par le gouvernement du Canada à l'Ukraine, du voyage en Ukraine de plusieurs responsables fédéraux (dont le premier ministre) le 8 mai 2022, et du traitement accéléré et prioritaire des demandes de résidence temporaire des Ukrainiens dans le cadre de l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (AVUCU).

Hormis le conflit en Ukraine, les participants se sont remémoré une foule de mesures et d'annonces d'autres natures, par exemple : les efforts plus soutenus du gouvernement du Canada pour se faire rembourser les prestations injustement touchées par certains bénéficiaires durant la pandémie, telles que la Prestation canadienne d'urgence, la réaction du gouvernement fédéral au projet de loi 96 récemment adopté au Québec, les investissements plus importants en faveur de l'abordabilité du logement prévus dans le budget fédéral 2022, la mise sur pied d'un programme national de soins dentaires, les retards signalés pour le renouvellement ou la production d'un passeport dans les bureaux de Service Canada, et l'annonce d'investissements accrus du gouvernement fédéral appuyant une transition de grande ampleur vers les véhicules zéro émission (VZE).

Manifestation « Rolling Thunder » (résidents de l'Ontario rural)

Les participants des régions rurales de l'Ontario ont eu une courte discussion à propos du rassemblement baptisé « Rolling Thunder » tenu à Ottawa du 29 avril au 1^{er} mai 2022. Même si certains se rappelaient avoir entendu parler de cette manifestation, peu étaient en mesure de fournir

des détails, si ce n'est qu'elle réunissait surtout des motocyclistes. En ce qui concerne ses objectifs présumés, plusieurs avaient l'impression qu'elle s'inscrivait dans le prolongement du convoi de camionneurs de février 2022, dont l'intention déclarée était de dénoncer l'« ingérence » du gouvernement du Canada, en particulier dans le domaine de la vaccination contre la COVID-19. Pour ce qui est de la gestion de cette manifestation, les participants trouvaient généralement que le Service de police d'Ottawa (SPO) s'était bien préparé et avait réussi à éviter des troubles violents ou des perturbations importantes pour les résidents d'Ottawa. Peu d'entre eux croyaient que la manifestation aurait des conséquences à long terme.

Nomination d'une dirigeante principale de l'accessibilité au Canada (personnes handicapées de Windsor)

Peu de participants du groupe composé de personnes handicapées étaient au courant de la nomination, annoncée le 4 avril 2022, de la première dirigeante principale de l'accessibilité (DPA) au Canada. Lorsque nous leur avons fourni des informations supplémentaires à ce sujet, tous se sont réjouis de l'annonce, certains notant que la création de ce poste était attendue depuis longtemps. Plusieurs souhaitaient que la nomination d'une DPA donne lieu à un examen complet des soutiens actuellement offerts aux personnes vivant avec un handicap. Au chapitre de l'emploi, il a été avancé que la nouvelle DPA pourrait promouvoir la formation axée sur les compétences et d'autres programmes de perfectionnement destinés à ces personnes, ce qui leur donnerait davantage de possibilités de contribuer à l'économie de leur collectivité et de mener une carrière enrichissante. Certains espéraient également que la présence de la DPA favoriserait une responsabilisation accrue à l'égard des lois existantes, comme la *Loi canadienne sur l'accessibilité* (LCA), dont l'application leur semblait trop laxiste à l'heure actuelle. Le fait que la DPA soit elle-même une personne en situation de handicap a suscité l'approbation des participants, qui jugeaient cette expérience indispensable pour bien remplir le rôle.

Accès à des services d'avortement (travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est, grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, résidents du Canada atlantique)

Trois groupes ont discuté de la question du droit à l'avortement et de l'accès à des services d'avortement au Canada. Invités à dire s'ils avaient entendu quelque chose à ce sujet dernièrement, la quasi-totalité des participants de Calgary et la plupart de ceux du Canada atlantique ont répondu par l'affirmative, à la différence des participants des Cantons-de-l'Est, dont peu étaient au courant de nouvelles récentes sur ce thème. Les participants qui en avaient entendu parler se rappelaient qu'un projet d'avis de la Cour suprême des États-Unis (SCOTUS) avait fait l'objet d'une fuite et que, s'il était entériné, il invaliderait la décision historique *Roe v. Wade* qui protège le droit à l'avortement dans l'ensemble de ce pays. Presque tous les participants croyaient que ce projet d'avis était une mauvaise nouvelle, et plusieurs étaient persuadés que la décision aurait pour effet de réduire considérablement la liberté des femmes aux États-Unis de disposer de leur corps et d'exercer leurs choix en matière de reproduction.

À la question de savoir si cet enjeu les préoccupait, les participants ont été nombreux à répondre que oui. Plusieurs ont affirmé avec véhémence qu'aucun ordre de gouvernement ne devrait pouvoir dicter

aux femmes comment disposer de leur corps et que cette décision était susceptible de faire courir à beaucoup d'Américaines des risques médicaux majeurs. Certains pensaient également que si le droit à l'avortement pouvait être restreint aux États-Unis, rien ne garantissait que la même chose ne se produirait pas un jour au Canada. Par conséquent, ils estimaient que le gouvernement fédéral devait à tout prix sauvegarder un accès sécuritaire aux services d'avortement. Sans prendre position explicitement contre l'avortement, un petit nombre de participants voyaient les choses autrement et pensaient qu'il n'y avait pas lieu d'élargir cet accès au Canada.

Au chapitre de la réponse attendue du gouvernement fédéral, la plupart trouvaient important que ce dernier continue de rassurer la population canadienne sur son engagement ferme à protéger le droit à l'avortement et l'accès aux services en la matière au Canada. Bon nombre de participants souhaitaient aussi que le gouvernement fédéral continue de défendre le droit à l'avortement sur la scène internationale et fasse figure de chef de file sur ce front. Hormis cela cependant, ils avaient l'impression qu'il ne pouvait guère faire plus pour influencer un enjeu d'intérêt national aux États-Unis.

Pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard (résidents du Canada atlantique)

Les participants du Canada atlantique ont eu une courte discussion portant sur le commerce de la pomme de terre de l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.). Invités à dire s'ils avaient entendu parler de ce dossier dernièrement, certains se sont rappelés que les États-Unis avaient interrompu leur importation de pommes de terre de l'Î.-P.-É. à la fin de 2021, mais personne n'était au courant de nouvelles récentes. En guise d'éclaircissements, nous avons rappelé au groupe qu'en novembre 2021, les États-Unis avaient ordonné à leurs agents frontaliers de refuser l'entrée de cargaisons de pommes de terre de l'Î.-P.-É., après la détection de la galle verruqueuse dans quelques champs de la province, et qu'en mars 2022, ils avaient annoncé la reprise de ces importations sous certaines conditions. De l'avis de la plupart des participants, il s'agissait d'un enjeu de taille pour l'Î.-P.-É., et plusieurs ont signalé que l'industrie de la pomme de terre était un moteur important de l'économie provinciale. Si tous ont salué la reprise des échanges commerciaux, plusieurs craignaient que l'interdiction provisoire n'ait réduit la part de marché des pommes de terre de l'Î.-P.-É. et terni la réputation internationale de la marque.

Projet d'exploitation Bay du Nord (résidents du Canada atlantique, résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal])

Deux groupes ont discuté du projet d'exploitation Bay du Nord, dont la construction est prévue au large de la côte est de Terre-Neuve-et-Labrador. Un petit nombre de participants du Canada atlantique et quelques-uns du Québec en avaient entendu parler. Ils se rappelaient toutefois peu de détails à son sujet, si ce n'est qu'il avait trait au secteur pétrolier et gazier et que ses répercussions possibles sur l'environnement soulevaient des préoccupations.

Après avoir reçu quelques précisions à propos du projet et été informés de son approbation par le gouvernement fédéral, les participants ont eu des réactions contrastées. Les partisans de l'initiative ont fait valoir qu'elle créerait un grand nombre d'emplois et stimulerait l'économie de la région. Certains s'attendaient également à ce qu'elle ait l'avantage supplémentaire d'accroître la capacité de production de pétrole et de gaz du pays, ce qui favoriserait une plus grande autosuffisance énergétique. Plusieurs ont aussi évoqué les prix de l'essence, qui leur paraissaient exorbitants à l'heure

actuelle, en formulant l'espoir que le projet atténue quelque peu ces pressions. Pour leur part, les opposants au projet trouvaient que son approbation était contraire à l'objectif du gouvernement du Canada de cheminer vers une économie « plus verte » centrée sur la production d'énergies renouvelables. D'après plusieurs, le Canada produisait suffisamment de pétrole et de gaz et tout projet misant sur des énergies non renouvelables plutôt que des sources de substitution comme l'énergie solaire, hydroélectrique ou éolienne était un pas dans la mauvaise direction.

En ce qui concerne l'avenir, la plupart estimaient que le projet Bay du Nord aurait un impact positif sur les perspectives d'exploitation pétrolière et gazière au Canada, pourvu qu'il produise les retombées économiques attendues et cause peu de dommages au milieu environnant et aux écosystèmes marins.

Décriminalisation des drogues (membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver], locataires de Vancouver)

Les deux groupes de la Colombie-Britannique (C.-B.) ont discuté de la récente demande faite au gouvernement fédéral de dépénaliser dans leur province la possession de certaines drogues dures en petites quantités. Aucun participant n'était au courant de récents développements à ce sujet, mais certains croyaient que les dépendances et les surdoses de drogues avaient connu une hausse rapide en Colombie-Britannique. Selon eux, il s'agissait d'un grave problème à l'heure actuelle, qui avait été exacerbé par la pandémie de COVID-19.

Si certains voyaient dans la décriminalisation un changement positif, de nombreux autres rejetaient cette idée. Beaucoup craignaient qu'en l'absence de conséquences légales, les consommateurs de drogues n'utilisent plus fréquemment ces substances dangereuses. Plusieurs s'inquiétaient également des risques qui en résulteraient pour la santé, car dans le cas de substances comme le fentanyl, aucune quantité n'était réellement « sécuritaire ». De l'avis de beaucoup, au lieu de décriminaliser, les gouvernements fédéral et provinciaux devraient plutôt s'appliquer à cerner et traiter les causes premières de la dépendance, notamment la pauvreté, les problèmes de santé mentale et les traumatismes subis. La minorité de participants favorables à la dépénalisation ont fait valoir qu'elle avait donné de bons résultats ailleurs (au Portugal, par exemple) en réduisant la stigmatisation vécue par les consommateurs de drogues et en les encourageant à entreprendre un traitement. Certains de ces participants ont toutefois nuancé leur appui en précisant que la décriminalisation, aussi utile qu'elle soit, devrait s'accompagner d'investissements conséquents dans d'autres secteurs, comme les ressources en santé mentale, le traitement des dépendances, les logements abordables et la sécurité alimentaire. La grande majorité des participants estimaient qu'à elle seule, elle serait d'une aide limitée pour résoudre ce qu'ils percevaient comme un problème croissant de toxicomanie dans la province.

Sources de nouvelles et médias sociaux (grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver], Métis de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba)

Trois groupes ont discuté des sources qu'ils consultent habituellement pour suivre l'actualité. Plusieurs participants ont dit qu'ils continuaient de s'informer auprès des médias traditionnels, soit la télévision (plus précisément CBC, CTV et Global News), la radio et la presse locale. Beaucoup ont également dit

recourir à des sources en ligne, par exemple Google News, Yahoo! et YouTube, ainsi qu'à des plateformes de médias sociaux comme Facebook, Twitter, Snapchat et TikTok.

Lorsque nous leur avons demandé quelles sources ils consulteraient s'ils cherchaient des nouvelles du gouvernement du Canada, plusieurs participants ont cité CBC, CTV, Global News et Maclean's. Dans le cas de sujets d'intérêt précis, certains ont dit qu'ils visiteraient sans doute les sites Web du gouvernement du Canada afin de vérifier des informations glanées ailleurs. Plusieurs croyaient que ce dernier devrait cultiver son public sur les plateformes de médias sociaux, en particulier TikTok, Snapchat et Instagram, où sa présence leur semblait minime. À la question de savoir si certaines plateformes sont plus fiables que d'autres, la plupart des participants ont répondu que la fiabilité de l'information dépend des sources choisies plutôt que des plateformes elles-mêmes.

En prolongement à la discussion, nous avons invité les grands socionautes de Calgary à décrire les effets positifs et négatifs des médias sociaux. La possibilité de rester en contact et de communiquer avec d'autres peu importe la distance passait pour un grand avantage, tout comme l'accès à une pluralité de points de vue. La possibilité de recevoir des informations et des mises à jour instantanées sur ces plateformes a également été mentionnée. Pour les aspects négatifs, de nombreux participants ont reproché aux médias sociaux de donner une vision idéalisée de la réalité, sachant que les utilisateurs ont tendance à publier des mises à jour qui les présentent sous le meilleur éclairage possible. Comme ils ont expliqué, cela conduit souvent les autres à se comparer à un idéal plutôt qu'à des normes réalistes et, du coup, à vivre des sentiments d'infériorité, de dépression et d'anxiété.

Lorsque nous avons questionné les participants à propos des « fausses nouvelles », tous étaient au courant de ce phénomène croissant et la plupart considéraient que c'était un grave problème. De l'avis de quelques-uns, ce problème concernait surtout les générations plus âgées, les jeunes Canadiens étant mieux outillés pour différencier les sources légitimes de celles qui répandent des faussetés. Quant aux mesures à prendre pour contrer la mésinformation ou la désinformation en ligne, la plupart estimaient qu'il revient aux particuliers de déterminer si l'information qu'ils consomment est légitime et de vérifier les détails dont ils ne sont pas sûrs. Quelques-uns ont mentionné les efforts déployés par des plateformes comme Facebook et Twitter pour identifier les publications trompeuses, mais d'autres trouvaient le processus inadéquat, car fondé sur des algorithmes plutôt que sur une analyse objective du contenu. À la question de savoir si les médias sociaux ont la responsabilité de veiller à l'exactitude des nouvelles diffusées sur leurs plateformes, un petit nombre croyaient que oui, mais la plupart ont répondu qu'ils devraient rester neutres et supprimer uniquement les contenus haineux ou explicites. Très peu de participants pensaient que le gouvernement fédéral a un rôle à jouer dans la lutte contre la mésinformation.

Visite royale (résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Les participants des Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.) ont brièvement discuté du passage du prince Charles et de la duchesse de Cornouailles dans leur région le 19 mai 2022. Même si un nombre restreint de participants en avaient entendu parler, plusieurs pensaient qu'il s'agissait d'un événement hors de l'ordinaire pour les résidents de communautés comme Yellowknife et Dettah, en particulier ceux qui avaient pu prendre part aux festivités. La plupart des réactions à cette visite étaient positives, mais quelques participants se sont dits déçus de l'absence d'excuses officielles adressées aux

survivants du système canadien des pensionnats autochtones. Ce point leur paraissait un aspect crucial du processus de réconciliation qui pour l'instant n'était pas pris en compte.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, résidents du Canada atlantique, résidents de villes de taille moyenne du Québec soucieux de l'environnement, membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver], résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal], résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Six groupes ont eu des discussions portant sur des enjeux précis liés à leur groupe d'âge, leur origine ethnique, leur région ou un thème particulier, comme les changements climatiques et l'environnement. Les participants ont fait part de leurs points de vue concernant les principaux facteurs qui sous-tendent ces enjeux ainsi que la mesure dans laquelle le gouvernement du Canada parvient à les gérer.

Enjeux touchant les jeunes (grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary)

Les participants de ce groupe (âgés de 18 à 24 ans) ont passé en revue différents enjeux qui concernent tout spécialement les jeunes Canadiens à l'heure actuelle. Nous leur avons demandé lesquels de ces enjeux devraient constituer des priorités pour le gouvernement fédéral. Ils ont cité la santé mentale et les dépendances, l'abordabilité du logement et l'augmentation du coût de la vie, la hausse du coût des études postsecondaires, et les dissensions de plus en plus marquées entre les Canadiens. Très peu de participants avaient entendu parler de mesures ou d'initiatives récentes du gouvernement du Canada en lien avec ces enjeux. À la question de savoir si le gouvernement fédéral était sur la bonne ou la mauvaise voie en ce qui concerne ces priorités, la plupart ont hésité à se prononcer, car ils n'en savaient pas assez sur les mesures qui avaient été prises dans ces domaines.

Invités à évaluer le succès du gouvernement du Canada sur le plan des interactions avec les jeunes, la majorité des participants croyaient qu'il pourrait faire beaucoup mieux. Plusieurs ont suggéré d'utiliser les médias sociaux à titre de relais pour rejoindre ce public, signalant le retard du gouvernement fédéral sur ce plan. Des plateformes comme TikTok, Instagram et Snapchat leur paraissaient constituer des outils particulièrement précieux pour dialoguer avec les jeunes.

Enjeux du Canada atlantique (résidents du Canada atlantique)

Les participants du Canada atlantique ont fait un tour d'horizon des enjeux les plus urgents qui touchent leur région actuellement. Lorsque nous leur avons demandé quels domaines méritaient le plus l'attention du gouvernement fédéral, ils ont donné des réponses diverses, entre autres : les pénuries de personnel de la santé, le manque de soutien fourni aux petites entreprises, l'abordabilité du logement, et le secteur de la foresterie et du bois d'œuvre.

Invités à dire s'ils se souvenaient d'interventions récentes menées par le gouvernement fédéral dans un de ces dossiers, les participants ont généralement répondu que non. Au chapitre du logement abordable, quelques personnes avaient entendu parler de sa décision récente d'interdire aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans. Quelques-

uns avaient aussi entendu dire qu'il tâchait de recruter et de former davantage de médecins et de personnel infirmier, mais n'ont pu donner de détails. À la question de savoir si le gouvernement du Canada était actuellement sur la bonne voie en ce qui concerne ces enjeux, plusieurs participants ont recommandé qu'il mette davantage l'accent sur les problèmes du quotidien, comme les pénuries de personnel de la santé, l'abordabilité du logement et le coût de la vie, car il s'agissait selon eux de besoins et de services essentiels non comblés pour un grand nombre de Canadiens de l'Atlantique.

Enjeux environnementaux (résidents de villes de taille moyenne du Québec soucieux de l'environnement, résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal])

Ces deux groupes ont discuté des efforts récents mis en œuvre par le gouvernement du Canada pour s'attaquer au problème des changements climatiques et faire une plus grande place à l'environnement et la durabilité à l'avenir. Pour entamer la conversation, nous leur avons posé une question générale sur les domaines auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder plus d'attention. Les participants ont fait une foule de suggestions, dont l'abordabilité du logement, le coût de la vie, les soins de santé, la santé mentale, la réglementation des armes à feu et l'accès à l'eau potable dans toutes les réserves et les communautés autochtones du pays. Beaucoup ont aussi spontanément mentionné les changements climatiques et l'environnement, qu'ils considéraient souvent comme une priorité absolue pour les Canadiens à l'heure actuelle. Plusieurs ont relevé des problèmes précis – tels que la pollution, les émissions de gaz à effet de serre, le réchauffement planétaire et l'insuffisance perçue des programmes de recyclage – qui leur semblaient constituer des obstacles importants sur le plan de la durabilité à long terme.

En ce qui concerne les efforts du gouvernement du Canada pour combattre les changements climatiques, plusieurs ont fait référence au programme d'incitatifs pour les véhicules zéro émission (iVZE), sans toutefois le nommer ni pouvoir fournir de détails à son sujet. Dans une optique plus générale, certains participants avaient également l'impression que l'environnement et les changements climatiques formaient un volet important du budget fédéral de 2022. Très peu croyaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie pour régler cette question. Beaucoup ont fait remarquer que même si l'on avait redoublé d'efforts ces dernières années, ce serait sans doute encore insuffisant pour atténuer les dommages déjà causés à l'environnement. Certains participants souhaitaient que le gouvernement fédéral s'attache davantage à honorer ses engagements climatiques, par exemple les objectifs fixés dans l'Accord de Paris, et impose des sanctions financières plus lourdes aux grands émetteurs qui dérogent à sa politique climatique.

Enjeux touchant les Sino-Canadiens (membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver])

Les participants appartenant à la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver (excepté Vancouver) ont abordé plusieurs enjeux qui interpellent leur communauté au Canada. Réfléchissant aux principaux problèmes auxquels font face les Sino-Canadiens à l'heure actuelle, beaucoup ont évoqué la montée des crimes haineux et du racisme anti-asiatique. Il a été précisé par plusieurs que ce phénomène concerne l'ensemble des Asiatiques établis au Canada et non seulement les personnes d'origine chinoise. Certains croyaient que le problème s'était accentué durant la pandémie de COVID-

19, quand certaines cohortes de la société ont jeté le blâme de l'émergence du virus sur les Asiatiques et les pays d'Asie. Aucun participant n'avait personnellement vécu ce type de discrimination, mais plusieurs avaient entendu des témoignages en ce sens. Beaucoup estimaient que le gouvernement fédéral pourrait sensibiliser davantage la population à l'histoire des Asiatiques au Canada, à la fois en soulignant leurs contributions et en expliquant les obstacles qu'ils ont dû surmonter.

En ce qui concerne le travail accompli par le gouvernement du Canada pour mieux soutenir les Sino-Canadiens, peu de participants avaient en mémoire des initiatives ou des annonces récentes. Quelques-uns ont mentionné la désignation officielle du mois de mai comme « Mois du patrimoine asiatique » par le gouvernement fédéral, qui offrait l'occasion de prendre du recul et de reconnaître les nombreuses contributions passées et présentes des Canadiens d'origine asiatique. D'autres ont confirmé que cette initiative était utile pour promouvoir la culture asiatique au Canada. Lorsque nous leur avons demandé dans quelle mesure le gouvernement fédéral faisait des progrès dans la résolution des problèmes touchant les Canadiens asiatiques, plusieurs ont dit qu'il devait en faire plus, surtout vu la montée du sentiment anti-asiatique constatée ces dernières années.

Enjeux des Territoires du Nord-Ouest (résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Le groupe des Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.) s'est penché sur plusieurs enjeux régionaux. Invités à décrire les problèmes les plus urgents qui se posent actuellement pour les résidents des T.N.-O., les participants ont soulevé une multitude de questions. Celles-ci comprenaient l'abordabilité du logement et la hausse du coût de la vie, les pêches et la question de la surpêche, les changements climatiques ainsi que les problèmes de santé mentale et de dépendance.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils se souvenaient d'initiatives ou de mesures récentes adoptées par le gouvernement du Canada en réponse à ces enjeux, certains participants ont mentionné les soutiens relatifs au logement, par exemple l'aide aux aînés vivant dans la région désignée des Inuvialuit pour réparer ou rénover leur domicile, ainsi que l'octroi de fonds supplémentaires pour lutter contre l'itinérance dans des villes comme Yellowknife. Quelques-uns ont aussi évoqué les efforts du gouvernement fédéral pour réduire l'insécurité alimentaire, en notant que des programmes comme Nutrition Nord Canada (qu'ils n'ont pas cité nommément) avaient été très utiles durant la pandémie. De l'avis de beaucoup, toutefois, le soutien du gouvernement fédéral n'allait pas assez loin et devrait être sensiblement majoré pour régler les problèmes des T.N.-O.

Même si certains participants croyaient que le gouvernement du Canada avait mieux géré ces questions au cours des dernières années, la plupart estimaient que l'aide avait soit trop tardé, soit été insuffisante vu la nature généralisée des problèmes dans la région. À cet égard, certains espéraient que les responsables fédéraux accorderaient plus d'attention aux communautés rurales et éloignées. Il leur semblait qu'une large part de l'aide allait aux villes (dont Yellowknife), alors que les communautés rurales souffraient toujours d'insécurité alimentaire et manquaient d'eau potable dans certains cas.

Les participants de ce groupe ont aussi discuté des problèmes persistants de contamination à l'arsenic provenant de la mine Giant, maintenant inactive, située près de Yellowknife. La plupart étaient au courant de la situation et plusieurs se sont dits très inquiets du risque que le trioxyde de diarsenic ait des effets environnementaux à long terme sur la santé et la sécurité des résidents de la ville. Certains

redoutaient tout particulièrement les risques pour l'approvisionnement en eau; selon eux, à moins de mesures préventives, une contamination était à craindre. L'incidence possible des résidus sur les écosystèmes environnants a aussi été évoquée, certains participants ayant l'impression que la faune et la végétation près de la mine abandonnée avaient déjà pâti.

En ce qui concerne les mesures déjà prises ou prévues par le gouvernement fédéral pour corriger le problème, la plupart des participants ne savaient pas exactement en quoi elles consistaient. Certains croyaient qu'il y avait eu des travaux d'assainissement suivis, mais que les substances dangereuses en présence rendaient la tâche laborieuse. Quelques-uns se sont rappelés avoir entendu parler de la création du Conseil de surveillance de la mine Giant (CSMG) pour coordonner le nettoyage et croyaient que le gouvernement du Canada participait à sa gestion. Questionnés sur ce que le gouvernement fédéral pourrait faire de plus dans ce dossier, beaucoup ont recommandé d'accroître le financement consacré au projet ainsi qu'à la remédiation d'autres mines abandonnées dans la région.

Enjeux économiques (résidents de l'Ontario rural, résidents de villes de taille moyenne des Prairies, travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est, grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, résidents du Canada atlantique, résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal])

Dans six groupes, les participants ont discuté de nombreux enjeux économiques. Ils ont notamment abordé l'économie locale dans leurs régions respectives, l'économie du Canada dans son ensemble, et la transition vers une économie plus « verte ». Pour ouvrir la conversation, nous leur avons demandé quelles étaient les industries les plus importantes pour leurs économies locales. Dans tous les groupes, à l'exception de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal, les participants ont mentionné l'agriculture comme moteur économique important dans leur région. Les industries du pétrole et du gaz, de la fabrication, de la technologie et du tourisme ont également été mentionnées dans plusieurs groupes comme étant importantes pour les économies locales.

Dans le Canada atlantique, plusieurs participants ont mentionné que l'exploitation et l'extraction pétrolière et gazière au large des côtes représentaient une industrie de premier plan dans leur région. Même si certains ont manifesté le désir qu'on délaisse plus rapidement ce secteur pour passer à une énergie renouvelable, plusieurs étaient d'avis que l'approbation récente d'initiatives comme le projet d'exploitation Bay du Nord démontrait bien que le secteur pétrolier et gazier demeurerait sans doute un élément important de l'économie de la région dans un avenir prévisible. D'autres participants ont mentionné des secteurs comme la pêche, le bois d'œuvre, le tourisme et les soins de santé comme étant des moteurs économiques importants. Alors que certains s'entendaient pour dire que l'agriculture contribuait de manière importante à l'économie régionale, plusieurs s'inquiétaient des répercussions du changement climatique et des conditions météorologiques extrêmes sur la viabilité de ce secteur. Les participants étaient d'avis qu'il faudrait redoubler d'efforts pour favoriser une adoption plus large des technologies, comme les serres, pour cultiver des denrées à longueur d'année dans la région.

Plusieurs participants du groupe des Cantons-de-l'Est au Québec ont désigné l'agriculture (fruits, bétail et cabanes à sucre) et la fabrication comme les deux plus importantes industries de leur région. Pour la

fabrication, les participants ont nommé des entreprises comme Canatal et DuPont, respectivement producteurs d'acier et de produits chimiques, comme principaux employeurs locaux. Bien que la plupart espéraient voir une croissance continue dans ces secteurs (en particulier la fabrication pour les matériaux de construction qui sont en forte demande), certains croyaient qu'il faudrait moderniser les infrastructures des réseaux de transport de matériaux essentiels, comme les chemins de fer, pour que la région atteigne son plein potentiel économique.

Pour les résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal, la construction est également un moteur économique important et plusieurs avaient l'impression que ce secteur serait de plus en plus sollicité à long terme. Plusieurs participants ont également mentionné le tourisme et l'hôtellerie comme étant particulièrement importants pour leurs économies locales. Même si certains s'entendaient pour dire que les petites entreprises de leurs régions (en particulier celles de l'industrie des services et de l'hôtellerie) avaient souffert de la pandémie de COVID-19, d'autres voyaient les choses autrement. Selon eux, la transition vers le télétravail à temps plein pour plusieurs avait amené de plus en plus de gens à demeurer dans leurs communautés et à réduire les déplacements vers les grands centres comme Montréal. Ils croyaient également que cette tendance pourrait contribuer à la croissance économique à long terme de nombreuses municipalités suburbaines.

Dans le groupe de l'Ontario rural, les participants ont identifié la technologie (à Waterloo), la construction automobile (à Windsor) et les raffineries de pétrole et de gaz (à Sarnia) comme secteurs clés. D'autres ont mentionné des industries comme l'agriculture, le tourisme et la production de cannabis comme étant de plus en plus importants dans leurs communautés locales. La plupart des participants avaient l'impression que ces industries demeureraient relativement stables à l'avenir.

Dans les groupes des Prairies et de Calgary, les participants ont mentionné l'agriculture ainsi que le gaz et le pétrole comme secteurs clés dans leurs régions respectives. Ils estimaient que l'agriculture demeurerait sans doute un secteur en forte demande dans un avenir prévisible, surtout compte tenu des défis qui menacent la chaîne alimentaire mondiale en raison d'événements comme la pandémie de COVID-19 et la crise qui perdure en Ukraine. Bien que plusieurs s'attendaient à ce que le pétrole et le gaz continuent de jouer un rôle clé à court terme, d'autres étaient d'avis que l'importance de ce secteur irait en diminuant, au fur et à mesure que les ressources non renouvelables seraient progressivement éliminées.

Lorsque nous leur avons demandé quels étaient selon eux les principaux défis à relever en matière de croissance économique dans leurs collectivités, les participants de tous les groupes ont fourni des réponses variées, notamment la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, la hausse des coûts des biens et services essentiels, et les répercussions possibles des changements climatiques.

En ce qui concerne l'économie canadienne dans son ensemble, nous avons demandé aux participants quels étaient les secteurs que le gouvernement du Canada devrait dorénavant privilégier. Un nombre important d'entre eux ont mentionné les technologies vertes (comme les véhicules à émission zéro), l'énergie renouvelable, la fabrication locale, l'agriculture durable et les soins de santé. La majorité des participants s'entendaient pour dire que la priorisation de ces secteurs aurait certainement un impact positif sur l'avenir du Canada, alors que certains espéraient que des investissements supplémentaires dans ces domaines permettraient de créer plus d'emplois bien rémunérés pour les Canadiens.

Interrogés à savoir ce qui leur venait à l'esprit en entendant les expressions « économie verte » et « emplois verts », les participants ont fourni plusieurs réponses. La plupart ont surtout parlé d'énergie renouvelable, dont le développement et la production de ces sources d'énergie, ainsi que de projets de rénovations de maisons ou d'entreprises pour qu'elles soient plus durables. Plusieurs ont également mentionné les énergies vertes, comme la technologie de capture du carbone et la fabrication de véhicules à émission zéro (VEZ). Certains ont parlé d'initiatives visant à conserver et à protéger la biodiversité et les ressources naturelles du Canada et qui, selon eux, sont des priorités importantes pour l'avenir.

Plusieurs s'attendaient à ce qu'une transition vers une économie plus verte offre un large éventail d'emplois pour les Canadiens et nécessite plusieurs compétences différentes pour sa mise en œuvre complète. En ce qui concerne la production d'énergie renouvelable plus particulièrement, plusieurs ont mentionné qu'en plus du travail physique et des emplois en construction requis pour construire l'infrastructure nécessaire, plusieurs emplois en génie technique et numérique seraient sans doute créés pour gérer les opérations courantes de ces systèmes. De nombreux participants s'attendaient également à ce qu'un nombre important d'emplois dans le secteur de la fabrication soient créés pour produire des VEZ et d'autres technologies vertes innovatrices.

Sur le sujet de l'économie verte et ce à quoi elle pourrait ressembler, dans tous les groupes, sauf à Calgary, nous avons présenté aux participants une liste de secteurs verts et leur avons demandé de désigner ceux qui selon eux créeraient le plus de possibilités économiques dans leurs régions. Cette liste incluait le tourisme écorécréotouristique, l'énergie verte, l'exploitation minière, la protection de la nature, l'agriculture durable et l'autosuffisance alimentaire, et la foresterie durable.

Dans ces groupes, les participants ont gravité autour de l'énergie verte, la protection de la nature, l'agriculture durable et l'autosuffisance alimentaire comme secteurs susceptibles de créer les meilleures possibilités sur le plan économique. En ce qui concerne l'énergie verte, plusieurs ont répété qu'ils s'attendaient à ce qu'un virage vers les ressources renouvelables comme l'énergie éolienne, l'énergie solaire et l'énergie hydroélectrique crée des emplois pour les Canadiens, puisqu'il faudra construire une nouvelle infrastructure et gérer les systèmes à long terme. Plusieurs croyaient également qu'en privilégiant la protection de la nature, on créerait plus d'emplois dans le domaine de la conservation, ce qui permettrait à ceux possédant de l'expérience en foresterie ou en sciences environnementales de mettre à profit leurs compétences pour élaborer des stratégies à long terme pour protéger et conserver les ressources naturelles du Canada.

Au sujet des régions rurales, nous avons demandé aux participants s'il était raisonnable selon eux de s'attendre à ce que celles-ci effectuent d'elles-mêmes une transition vers une économie verte. Presque tous les participants s'entendaient pour dire qu'une transition à grande échelle serait impossible sans un soutien financier important de la part du gouvernement fédéral et de ses homologues provinciaux et territoriaux. Allant plus loin, plusieurs ont parlé de ce qu'ils percevaient comme des coûts initiaux élevés pour les technologies comme les VEZ, les rénovations résidentielles et la production d'énergie renouvelable, et qu'ils considéraient comme irréaliste pour la majorité des résidents des collectivités rurales. Sur la question des VEZ, les participants étaient d'avis qu'il faudrait considérablement améliorer cette technologie afin d'augmenter la capacité de ces véhicules à couvrir

de longues distances, à maintenir une bonne tenue sur les routes en mauvais état et dans des conditions météorologiques extrêmes, tous ces facteurs étant les défis habituels de la vie rurale. Alors que la plupart croyaient qu'une transition vers une économie verte était importante pour la viabilité du Canada à long terme, certains s'attendaient à ce que le processus soit graduel et qu'il faille beaucoup de temps pour développer l'infrastructure nécessaire en plus de convaincre la majorité des Canadiens d'adhérer à cette transition vers une plus grande durabilité.

Économie numérique (résidents de l'Ontario rural)

Dans le groupe de l'Ontario rural, les participants ont discuté brièvement des questions liées à l'économie numérique. Lorsque nous leur avons demandé ce qui leur venait à l'esprit en entendant parler d'économie numérique, ceux-ci ont fourni plusieurs réponses, notamment les marchés financiers numériques, le cybercommerce, l'émergence des cryptomonnaies (comme le Bitcoin), le télétravail et les grandes sociétés Web comme Amazon, Netflix et YouTube.

À la question à savoir si les populations rurales canadiennes pourraient tirer profit d'une transition vers une économie numérique, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative. En permettant aux gens de travailler de la maison, les participants croyaient qu'une économie numérique offrirait à ces résidents des possibilités de travailler dans différents secteurs (comme la haute technologie). Certains croyaient également qu'une économie numérique et un virage vers le télétravail profiteraient à des secteurs plus traditionnels dans les collectivités rurales, puisque les Canadiens seraient de plus en plus nombreux à s'exiler en campagne, n'ayant plus à se déplacer tous les jours pour se rendre au travail.

Possibilités d'emplois (travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est)

Les participants dans les Cantons-de-l'Est qui se sont identifiés comme étant des travailleurs à faible revenu ont discuté des possibilités d'emplois dans leur région. Lorsque nous leur avons demandé s'ils croyaient qu'il y avait suffisamment de possibilités d'emploi dans leur région pour y vivre confortablement à long terme, la plupart ont répondu par l'affirmative. Plusieurs avaient l'impression que des emplois étaient actuellement disponibles et que de nombreux secteurs affichaient une pénurie de main-d'œuvre. D'autres ont cependant exprimé l'avis que les emplois disponibles n'étaient pas toujours bien rémunérés et dans certains cas, n'offraient pas toujours un revenu suffisant. Cette impression était due surtout au taux d'inflation élevé et à la hausse du coût de la vie dans les dernières années.

Seulement quelques participants ont indiqué qu'ils cherchaient actuellement un nouvel emploi ou l'avaient fait récemment. Interrogés sur ce qu'ils recherchaient chez un employeur éventuel, les participants ont mentionné des salaires plus élevés, des possibilités d'avancement, des avantages sociaux, des horaires flexibles et des pratiques d'entreprise socialement responsables. Presque tous estimaient qu'il était important pour un employeur d'être respectueux de l'environnement, et plusieurs ont précisé que ce serait un facteur dont ils tiendraient compte avant de postuler un nouvel emploi. Quelques participants ont mentionné qu'ils ne travailleraient pas pour une entreprise qui n'a aucun plan environnemental à long terme. Un plus petit nombre avait une autre opinion et croyait que même si l'environnement était une priorité, ils ne seraient pas contre l'idée de travailler dans des secteurs

économiques potentiellement dangereux (comme l'extraction et le développement des ressources), du moment que les salaires sont assez élevés. Presque tous estimaient important pour un employeur d'être socialement responsable. La plupart ont affirmé qu'ils refuseraient sans doute une offre d'emploi de la part d'une entreprise qui ne s'est pas expressément engagée à cet égard.

Armes à feu (membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver], Métis de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal], locataires de Vancouver, résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Les participants de cinq groupes ont discuté des armes à feu, exprimant notamment leur point de vue sur le niveau actuel des crimes commis à l'aide de ces armes au Canada, ainsi que sur les mesures (le cas échéant) que le gouvernement du Canada devrait prendre, selon eux, pour régler ce problème. Interrogés sur la prévalence des crimes liés aux armes à feu au Canada, la plupart des participants étaient d'avis qu'il ne s'agissait pas d'un problème majeur, surtout si on le compare à la situation aux États-Unis. Un petit nombre de participants a soulevé des inquiétudes quant au fait qu'il était désormais possible de créer des armes à feu « artisanales », à l'aide de technologies comme l'impression 3D, estimant que cela pourrait accroître leur présence au Canada.

En discutant de ce qu'ils estiment être les principales causes de la violence criminelle armée au Canada, les participants ont mentionné un large éventail de facteurs. Il s'agissait notamment de l'activité des gangs, des problèmes de santé mentale et de la toxicomanie, de la précarité du logement, de la pauvreté, des médias sociaux, des limites perçues quant aux pratiques de dépistage existantes et à la réglementation relative aux armes à feu. Si certains pensaient que le gouvernement fédéral avait pris des mesures au cours des dernières années pour mettre en œuvre une réglementation plus stricte en matière d'armes à feu au Canada, très peu de participants étaient en mesure de se rappeler des détails, si ce n'est que certaines catégories d'armes (comme les armes « d'assaut ») avaient été limitées ou interdites purement et simplement. Plusieurs participants ont affirmé être en faveur d'une réglementation accrue pour interdire ou bannir une plus grande variété d'armes à feu, d'une vérification accrue des antécédents et de la mise en œuvre d'un système d'enregistrement de toutes les armes à feu, mais certains se sont dits sceptiques à l'égard de l'effet de ces mesures sur la réduction des crimes commis avec des armes à feu au Canada. La principale préoccupation résidait dans le fait que les auteurs de crimes commis à main armée étaient susceptibles d'avoir obtenu leurs armes illégalement et que, par conséquent, toute amélioration de la réglementation affecterait principalement ceux qui avaient acheté leurs armes légalement, tout en ayant très peu d'impact sur ceux qui les avaient acquises par des moyens illégaux. En ce qui concerne les lois canadiennes relatives aux armes à feu, bien que plusieurs participants aient estimé qu'elles étaient adéquates, un plus petit nombre, néanmoins significatif, a exprimé que toute mesure du gouvernement fédéral visant à réduire la prévalence des crimes commis avec des armes à feu au Canada serait la bienvenue.

Perspectives relatives à la mise en œuvre d'un gel national des armes de poing (membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver], Métis de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal], locataires de Vancouver)

Quatre groupes ont discuté de la question de savoir si le gouvernement du Canada devrait envisager la mise en œuvre d'un « gel » national des armes de poing. Alors que certains participants estimaient qu'une telle mesure se traduirait principalement par une interruption de l'achat et de la vente d'armes de poing au Canada, la plupart se sont montrés peu convaincus quant aux aspects pratiques et aux réalités d'une telle politique. Lorsque nous leur avons demandé quelle serait, selon eux, la différence entre un gel et une interdiction pure et simple des armes de poing, plusieurs étaient d'avis qu'un gel serait probablement temporaire alors qu'une interdiction aurait un caractère plus permanent. Quelques-uns ont suggéré qu'un gel pourrait également être un précurseur ou une première étape vers une interdiction complète.

Après avoir indiqué qu'un gel national des armes de poing consisterait à plafonner le marché et à interdire la vente et l'importation d'armes de poing au Canada, les participants ont discuté des répercussions qu'une telle politique pourrait entraîner, selon eux. Si certains étaient d'avis qu'elle aurait un effet positif dans la mesure où elle réduirait probablement le nombre d'armes de poing au Canada, plusieurs ont exprimé des inquiétudes quant à la mise en place d'un gel éventuel. Plusieurs estimaient en effet qu'une telle loi aurait peu ou pas d'effet sur la prévalence des crimes liés aux armes à feu, croyant que toute nouvelle réglementation ne dissuaderait pas ceux qui ont l'intention d'utiliser des armes de poing pour des activités illicites. Certains étaient d'avis qu'un gel des armes de poing pourrait en fait avoir un effet contre-productif, donnant peut-être lieu à une augmentation des achats d'armes de poing parmi ceux qui souhaitaient en obtenir une ou avaient l'intention d'en acheter une avant que le gel n'entre en vigueur. Certaines personnes ont également dit craindre la croissance d'un marché d'armes de poing non réglementé et illégal et une prévalence exacerbée de ces activités dans l'avenir.

À la question de savoir s'ils pensaient qu'un gel ou une interdiction constituait la mesure la plus appropriée, plusieurs participants étaient d'avis qu'aucune de ces dispositions ne devait être envisagée pour le moment, estimant que cela aurait un effet minime, voire négatif, sur les crimes commis avec des armes à feu. Nous leur avons demandé si, selon eux, les politiques relatives aux armes à feu devaient être appliquées de manière uniforme dans tout le Canada ou adaptées aux différentes provinces ou aux milieux urbains, la plupart des participants ont estimé que ces lois devaient être cohérentes dans toutes les provinces et tous les territoires.

Nouvelle réglementation sur les armes à feu (résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Le groupe de discussion organisé parmi les personnes résidant dans les T. N.-O. a été mené après l'introduction par le gouvernement fédéral d'une nouvelle législation visant à resserrer davantage la réglementation sur les armes à feu au Canada (le projet de loi C-21), le 30 mai 2022. Les participants ont discuté d'un certain nombre de mesures annoncées dans le cadre de cette politique. Il s'agit notamment de la mise en œuvre d'un gel national des armes de poing, de la révocation des permis de port d'armes des personnes impliquées dans des actes de violence familiale ou fondée sur le sexe et

de harcèlement criminel, de l'augmentation des sanctions pénales pour le trafic et la contrebande d'armes à feu, de la création d'une nouvelle loi « drapeau rouge » obligeant les personnes considérées comme un danger pour elles-mêmes ou pour autrui à remettre leurs armes à feu, et de l'obligation de modifier les chargeurs des armes d'épaule de façon à ce qu'ils ne puissent contenir plus de cinq cartouches.

Pratiquement tous les participants ont réagi positivement à ces initiatives. La plupart ont estimé intuitivement qu'elles étaient sensées et qu'elles se révéleraient probablement efficaces pour résoudre un certain nombre de problèmes liés aux armes à feu. Certains ont mentionné spécifiquement les aspects de cette législation liés à la violence entre conjoints et à la violence fondée sur le sexe, estimant qu'ils pourraient avoir un impact considérable sur la protection des femmes et des autres personnes vulnérables à ce type de violence. Interrogés sur le gel des armes de poing en particulier, les participants ont généralement mentionné qu'il n'aurait pas d'impact significatif sur leurs collectivités, la possession d'armes de poing dans le Nord étant rare. Discutant des mesures supplémentaires qui pourraient être mises en œuvre dans l'avenir, certains étaient d'avis que toutes les armes à feu devraient être enregistrées, quel que soit leur type ou leur usage. Un plus petit nombre estimait que des mesures supplémentaires n'étaient pas nécessaires, croyant que la législation proposée était suffisante.

Humeur de la population (résidents de l'Ontario rural, résidents de villes de taille moyenne des Prairies, grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, résidents du Canada atlantique)

Quatre groupes ont discuté de l'humeur de la population canadienne et ont répondu à la question à savoir si les Canadiens étaient plus divisés que jamais sur les enjeux importants auxquels le Canada est confronté. À l'échelle régionale, alors que la plupart des participants de l'Ontario rural croyaient que les Canadiens étaient principalement unis, tous ceux dans le groupe des Prairies et la majorité à Calgary ont répondu que le pays était très divisé en ce moment. Dans le groupe du Canada atlantique, les avis étaient encore plus partagés. Les participants qui croyaient que les Canadiens étaient principalement unis étaient aussi nombreux que ceux qui estimaient que les divisions sociétales avaient pris de l'ampleur dans les dernières années.

Ceux qui croyaient que les Canadiens étaient principalement unis étaient généralement d'avis que même si les personnes ayant des points de vue extrêmes sur plusieurs enjeux étaient de plus en plus nombreuses, elles représentaient néanmoins une minorité de Canadiens. Plusieurs s'entendaient pour dire que la population était généralement du même avis sur des sujets importants comme l'abordabilité du logement, le coût de la vie, les services de garde, les soins de santé et le conflit en Ukraine, même si elle ne s'entendait pas nécessairement sur les solutions ou les mesures à prendre pour résoudre ces problèmes.

Parmi ceux qui croyaient que les divisions étaient plus marquées que jamais au Canada, plusieurs étaient d'avis que les réseaux sociaux comme Facebook et Twitter avaient considérablement contribué à aggraver le problème. À leurs yeux, ces outils de communication avaient permis à ceux qui avaient des opinions extrêmes à rejoindre un auditoire plus vaste et à trouver des personnes partageant les mêmes points de vue, amplifiant ainsi leur message. Plusieurs participants avaient constaté que ces

plateformes véhiculaient de fausses informations, en plus de jouer un rôle de premier plan en favorisant les divisions. Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les enjeux sur lesquels les Canadiens étaient le plus divisés, les participants ont fourni des réponses variées, y compris la pandémie, les mesures de santé publique et l'obligation de vaccination, le changement climatique et l'environnement, de même que les questions liées à la reproduction, comme l'avortement. Même si un certain nombre de participants ont exprimé des inquiétudes au sujet de ces divisions, la plupart ne savaient pas quelles actions le gouvernement du Canada devrait prendre pour s'y attaquer.

Budget 2022 – Logement (résidents de l'Ontario rural, résidents de villes de taille moyenne des Prairies, locataires de Vancouver, résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Dans quatre groupes, les participants ont discuté des initiatives et des annonces liées à l'abordabilité du logement dont il est question dans le récent budget fédéral de 2022 déposé le 7 avril dernier.

Presque tous les participants s'entendaient pour dire que le logement est un enjeu très important et plusieurs sont même allés jusqu'à dire que c'était l'enjeu de l'heure au Canada. Bon nombre d'entre eux avaient l'impression que dans les dernières années, surtout pour les Canadiens à faible revenu qui peinaient déjà à joindre les deux bouts. Quelques-uns s'inquiétaient pour leurs propres enfants, les jeunes et les autres acheteurs de maison potentiels qui, selon eux, avaient de la difficulté à accéder au marché du logement ces jours-ci. Plusieurs s'entendaient pour dire que l'augmentation des coûts des habitations était principalement due au manque de logements et que la seule solution pour le gouvernement fédéral de s'attaquer au problème était d'augmenter le nombre de logements disponibles au Canada.

En creusant davantage le sujet, les participants ont fait plusieurs exercices pour évaluer les récentes annonces et initiatives contenues dans le budget, et devaient sélectionner celles qui seraient les plus efficaces pour régler le problème de l'abordabilité du logement. Pour commencer, nous leur avons présenté plusieurs initiatives visant à construire un nombre important de nouveaux logements au Canada.

Parmi ces initiatives, l'annonce d'un montant supplémentaire de 2,9 milliards de dollars sur quatre ans pour le Fonds national de co-investissement pour le logement a reçu un appui important dans tous les groupes. Plusieurs étaient d'avis que cette initiative représentait l'investissement le plus considérable du budget pour le logement et qu'elle aiderait le plus grand nombre de gens. De nombreux participants ont accueilli favorablement l'idée d'offrir un financement pour réparer les logements existants, et ont mentionné qu'il s'agissait d'une grande priorité.

Le nouveau Fonds pour accélérer la construction de logements qui versera de l'argent aux municipalités dans le but de construire 100 000 nouveaux logements au Canada a également plu à un grand nombre de participants qui ont qualifié cette initiative de prometteuse. Plusieurs ont réitéré que le manque de logements était la principale cause de la crise actuelle et ont ajouté que cette initiative pourrait grandement contribuer à résoudre le problème.

De nombreux participants s'entendaient également pour dire que l'initiative qui vise à attribuer des fonds supplémentaires de 216 millions de dollars pour inciter les promoteurs à construire de nouveaux logements locatifs dont le prix de location est inférieur au prix moyen dans les zones où ils sont construits était un élément prometteur de la stratégie du gouvernement fédéral en matière de logement. Au sujet de cette initiative, les participants ont bien accueilli l'idée de faire participer le secteur privé, ce que plusieurs considéraient comme nécessaire compte tenu de l'ampleur des problèmes liés au logement à l'heure actuelle. Quelques-uns craignaient de voir les prix revenir aux taux du marché après un certain temps et ont suggéré de mettre en place des balises et un système de surveillance pour s'assurer que ces logements demeurent abordables à long terme.

L'initiative qui vise l'investissement additionnel de 750 millions de nouveaux fonds pour le transport en commun aux municipalités qui s'engagent à investir leurs propres fonds dans la construction de nouveaux logements a été bien accueillie par les participants. Plusieurs étaient d'avis que cette initiative encouragerait les villes et les collectivités à construire plus de logements tout en fournissant l'infrastructure nécessaire pour soutenir cette croissance. De plus, les initiatives ciblées, comme l'investissement supplémentaire de 1,5 milliard de dollars sur deux ans pour la construction de nouveaux logements abordables destinés aux personnes en situation d'itinérance ou de violence familiale ont aussi été désignées comme importantes par plusieurs. Certains croyaient que le logement devrait être considéré comme un droit humain que devraient avoir tous les Canadiens, y compris les populations marginalisées.

Par la suite, les participants ont discuté d'un ensemble d'autres priorités en matière d'abordabilité du logement et de création de nouveaux moyens pour faciliter l'accès à la propriété pour les Canadiens.

Parmi les initiatives présentées, celles qui concernaient les acheteurs d'une première maison ont reçu un fort appui dans la plupart des groupes. En ce qui a trait particulièrement à l'élargissement de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, plusieurs étaient d'avis que cette initiative faciliterait l'accès à la propriété pour les célibataires. Les participants s'entendaient pour dire qu'à l'heure actuelle, il est extrêmement difficile d'acquérir une propriété à moins d'avoir deux salaires et qu'une aide supplémentaire était requise pour aider les célibataires canadiens qui souhaitent acheter leur première maison. La proposition qui consiste à doubler le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation de 5 000 \$ à 10 000 \$ a également été bien accueillie par de nombreux participants, surtout des locataires de Vancouver. Dans ce groupe, plusieurs s'attendaient à ce que ce programme les aide grandement eux-mêmes puisqu'ils souhaitaient acquérir une première propriété.

L'annonce du nouveau compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété, qui permet aux acheteurs éventuels d'une première maison d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt pour faire l'acquisition a aussi suscité des réactions favorables chez les participants. Plusieurs avaient l'impression que cette initiative pourrait être particulièrement utile pour les jeunes qui ont un horizon de placement plus long en leur fournissant un moyen additionnel d'épargner le montant de la mise de fonds pour l'achat d'une première maison.

L'affectation d'un montant supplémentaire de 200 millions de dollars visant à accroître les possibilités de location avec option d'achat a également reçu un fort appui, surtout dans l'Ontario rural. Les participants étaient généralement enthousiastes envers le concept de location avec option d'achat qui

selon eux représente un autre moyen d'acquérir une propriété en permettant aux Canadiens de se constituer un avoir sans qu'il soit nécessaire de verser une grosse mise de fonds.

Même si plusieurs s'entendaient pour dire que l'investissement de 562 millions de dollars sur deux ans pour financer les organismes qui luttent contre l'itinérance, ainsi que 62 millions de dollars pour combattre l'itinérance chez les vétérans constituaient des initiatives valables, quelques-uns étaient d'avis que ces questions étaient les plus pressantes à l'heure actuelle. La proposition visant à verser un paiement unique de 500 \$ aux personnes qui font face à des difficultés d'accès au logement abordable a reçu un appui très limité, plusieurs participants s'entendant pour dire qu'elle n'aurait probablement aucun impact tangible, ou très peu, et que ce serait un gaspillage des ressources fédérales.

Les participants ont par la suite évalué une troisième série d'initiatives, cette fois axées sur la protection des Canadiens sur le marché de l'habitation. Dans l'ensemble, toutes les initiatives ont reçu un fort soutien. Un certain nombre de participants s'entendaient pour dire qu'elles auraient probablement toutes un impact positif sur les Canadiens et le marché de l'habitation en général.

Plusieurs étaient particulièrement favorables à l'initiative qui vise à rendre les cessions de contrat de vente de logements neufs et rénovés taxables afin de dissuader les spéculateurs d'acheter des propriétés à des fins d'investissements plutôt que d'habitations résidentielles. Certains participants trouvaient inacceptable que des maisons soient laissées vacantes alors que de nombreux Canadiens vivaient des situations de précarité du logement ou d'itinérance. D'autres ont ajouté que cette initiative empêcherait les spéculateurs d'utiliser le marché canadien de l'habitation comme véhicule de placement. Selon eux, il s'agit de la principale cause de la hausse des prix du logement dans plusieurs régions du pays. De nombreux participants ont réagi favorablement à l'idée de créer des pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des « réno-évictions ». Certains ont exprimé l'opinion que cette pratique était de plus en plus répandue et représentait un problème important dans leurs collectivités.

Les participants avaient des opinions mitigées quant à la décision du gouvernement fédéral d'interdire aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans. Ceux en faveur de cette interdiction ont indiqué que dans plusieurs cas, les acheteurs étrangers profitaient du marché canadien de l'habitation en achetant des propriétés et en les utilisant comme des véhicules de placement plutôt que des logements résidentiels. Un certain nombre de participants voyaient cette initiative d'un mauvais œil, certains craignaient qu'elle crée de la discrimination à l'égard des acheteurs étrangers et qu'on l'utilise pour alimenter le sentiment populiste des Canadiens envers les immigrants et autres nouveaux arrivants.

Un nombre important de participants étaient également en faveur de la proposition visant à mettre fin aux offres à l'aveugle, une pratique selon eux souvent utilisée pour gonfler artificiellement les prix de l'immobilier. Pour plusieurs, il s'agissait d'un problème grandissant et potentiellement dangereux puisqu'il encourage les gens à prendre de plus grands risques et à présenter des offres au-delà de leur fourchette de prix afin d'encherir sur les autres acheteurs potentiels. Bien que moins populaire, l'initiative qui consiste à adopter de nouvelles règles fiscales visant à décourager les opérations immobilières de vente-achat ou flip immobilier a aussi obtenu l'appui de quelques participants.

Lorsque nous leur avons demandé d'évaluer l'ensemble de ces initiatives, un certain nombre de participants sont demeurés ambivalents. Même si plusieurs étaient enthousiastes à l'idée que le gouvernement du Canada prenne des mesures pour s'attaquer à l'enjeu de l'abordabilité du logement, d'autres croyaient que cela ne serait peut-être pas suffisant pour résoudre les problèmes importants en matière de logement auxquels sont confrontés les Canadiens.

Plusieurs s'entendaient pour dire que les initiatives proposées n'allaient pas assez loin et qu'il faudrait redoubler d'efforts pour augmenter le nombre de logements disponibles.

À la question à savoir s'il était réaliste de s'attendre à ce que le gouvernement du Canada soit en mesure de mettre en œuvre toutes ces initiatives, plusieurs doutaient que ce soit possible. Quelques participants se demandaient si ces initiatives permettraient de résoudre les problèmes de logement à court terme et croyaient que des mesures immédiates s'imposaient. Plusieurs souhaitaient qu'on adopte une approche à plusieurs niveaux et ont suggéré que le gouvernement fédéral collabore avec ses homologues provinciaux et territoriaux pour élaborer des stratégies qui permettraient de mettre en œuvre ces initiatives dans les plus brefs délais.

Priorités en matière de langues officielles (travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est, résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal])

Deux groupes composés de francophones résidant au Québec ont discuté d'un certain nombre de mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour mieux soutenir les collectivités francophones du Canada. Pour susciter la discussion, une liste de six priorités a été présentée aux participants et nous leur avons demandé de préciser celles qui leur semblaient les plus importantes.

Plusieurs participants ont indiqué que le fait de veiller à ce que chaque Canadien puisse être entendu et compris par un juge dans la langue officielle de son choix lorsqu'il se présente devant un tribunal était une priorité particulièrement importante. Dans une large mesure, les participants étaient d'avis qu'étant donné l'importance de ces procédures, il était nécessaire que tous puissent communiquer et échanger dans la langue officielle de leur choix. Dans le cas contraire, les participants ont indiqué que certaines parties pourraient être désavantagées dans leur capacité à présenter les relatifs à leur cause.

Un grand nombre d'entre eux a également mentionné que l'égalité des langues anglaise et française au Canada était une priorité majeure. Les participants ont parlé de la domination relative perçue de l'anglais dans plusieurs régions du Canada (y compris au Québec), estimant qu'en mettant l'accent sur l'équivalence des langues officielles, on s'assurerait que les organismes gouvernementaux de tous les niveaux seraient prêts à offrir des services dans les deux langues officielles, partout au Canada. Parallèlement à cela, plusieurs ont affirmé que le fait de garantir l'égalité de la langue française à l'extérieur du Québec pourrait s'avérer un défi, étant donné la proportion relativement importante d'anglophones dans l'ensemble de la population canadienne.

En outre, certains croyaient qu'il était également important de promouvoir l'apprentissage du français à l'extérieur du Québec, pensant que cela permettrait non seulement d'améliorer la maîtrise des deux langues officielles par les anglophones, mais aussi de contribuer à la préservation de la langue et de la

culture françaises. Dans le cadre de cette discussion, plusieurs participants ont formulé des commentaires sur la nécessité de renforcer la formation en français dans les écoles et d'assurer un meilleur accès à une gamme de cours offerts en français.

Changements climatiques et environnement (résidents de villes de taille moyenne du Québec soucieux de l'environnement, résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Ce groupe de participants, identifié comme étant préoccupé par les répercussions potentielles des changements climatiques, a discuté d'un certain nombre de questions liées à l'environnement. Il s'agissait notamment d'initiatives et d'annonces axées sur la réduction des émissions de carbone et les technologies vertes, comme les véhicules à zéro émission (VZE).

Émissions de carbone (résidents de villes de taille moyenne du Québec soucieux de l'environnement)

Pour lancer ces conversations, nous avons demandé aux participants s'ils avaient déjà entendu parler des technologies de captage, d'utilisation et de stockage du carbone (CUSC), notamment de leur fonctionnement et de leur utilisation possible. Aucun participant n'en avait entendu parler, mais un petit nombre pensait que ces technologies pourraient être liées à la récente promesse du gouvernement du Canada d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Après avoir reçu des informations supplémentaires sur les technologies de CUSC, les participants ont été invités à dire quelles incidences ces projets pourraient entraîner au Canada, le cas échéant. Certains ont déclaré que ces technologies pourraient être utiles pour atténuer les effets des émissions de gaz à effet de serre, mais quelques-uns ont estimé qu'il fallait se concentrer davantage sur la réduction totale de ces émissions plutôt que sur les moyens de limiter leur impact. Plusieurs ont également souligné que l'utilisation généralisée de ces technologies positionnerait le Canada comme un leader parmi ses pairs internationaux en matière de durabilité et d'innovation environnementales.

En ce qui a trait au récent budget fédéral de 2022, les participants ont été informés que le gouvernement du Canada avait annoncé l'introduction d'un crédit d'impôt remboursable pour compenser les coûts des entreprises qui achètent et installent des équipements pour le captage, le transport et le stockage du carbone. Ce crédit d'impôt fournira un montant estimé à 2,6 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années, et à 1,5 milliard de dollars chaque année par la suite, jusqu'en 2030. Bien que certains aient demandé des informations supplémentaires, plusieurs ont estimé qu'il s'agissait d'une initiative positive à première vue, dans la mesure où la majorité de ces mesures incitatives était destinée aux entreprises établies au Canada. De plus, certains étaient d'avis que des incitatifs financiers similaires devraient être offerts aux petites entreprises et aux ménages qui investissent dans les technologies vertes et la modernisation, puisqu'il s'agit de coûts importants qui devraient être soutenus par le gouvernement fédéral.

Pour ce qui est du secteur pétrolier plus particulièrement, les participants ont été invités à dire quelle responsabilité, le cas échéant, les sociétés pétrolières et gazières devraient avoir en matière de réduction des émissions de carbone au Canada. La plupart ont indiqué qu'elles devraient être responsables de la réduction de l'impact de leurs activités sur l'environnement, mais selon l'avis de

plusieurs, il était peu probable que les sociétés pétrolières et gazières prennent ces mesures d'elles-mêmes, estimant qu'elles attendraient l'adoption d'une réglementation plus stricte par le gouvernement fédéral.

Peu de participants connaissaient les termes « pétrole carboneutre ». Pour faciliter la conversation, les participants ont été informés qu'il s'agit de projets de production pétrolière qui compensent toutes les émissions de gaz à effet de serre produites au cours du processus d'extraction. Si la plupart des participants s'attendaient à ce qu'une transition vers des pratiques qui favorisent la carboneutralité des sociétés pétrolières et gazières aide le Canada à atteindre ses objectifs en matière d'émissions dans l'avenir, certains pensaient qu'il faudrait également s'attaquer à d'autres sources d'émissions (comme les industries et les automobiles) plutôt que de se limiter au processus d'extraction.

En discutant des récentes hausses substantielles du prix de l'essence au Canada, que l'on estime être dues en partie à la crise en Ukraine, nous avons demandé aux participants si les événements récents les avaient incités à reconsidérer leur position sur la production pétrolière nationale. Plusieurs d'entre eux ont indiqué qu'ils avaient quelque peu changé d'avis, soulignant que, malgré le fait qu'une transition écologique demeure importante, le gouvernement fédéral devrait peut-être davantage accorder la priorité à la production de pétrole et de gaz au Canada.

Véhicules zéro émission (résidents de villes de taille moyenne du Québec soucieux de l'environnement)

Les participants de ce groupe se sont également vu poser une série de questions relatives aux VZE. Tous connaissaient cette technologie, plusieurs ayant récemment vu ou lu quelque chose ou entendu parler de cette question dans des communications du gouvernement fédéral ainsi que dans les médias. Certains ont formulé des commentaires négatifs sur ce qu'ils considéraient comme le prix élevé de ces véhicules, estimant que leur coût est prohibitif pour de nombreux Canadiens. Si les participants connaissaient le soutien du gouvernement fédéral aux VZE en général, peu d'entre eux étaient au courant d'initiatives ou d'annonces précises liées à la fabrication de ces véhicules au Canada.

Bien qu'aucun participant n'ait été propriétaire d'un VZE (à l'heure actuelle ou dans le passé), la plupart ont indiqué qu'ils envisageraient d'en acheter un dans l'avenir. Pour eux, les avantages environnementaux et les économies de carburant constituaient les principales raisons de leur intérêt à acheter un VZE. Certaines préoccupations à l'égard de ces véhicules ont toutefois été soulevées et quelques participants ont rappelé le coût initial élevé que représente l'achat d'un VZE. Quoi qu'il en soit, pratiquement tous les participants estimaient que le gouvernement du Canada devrait investir davantage dans les VZE. En discutant de la performance du gouvernement fédéral à ce jour sur ce front, la plupart ont déclaré qu'il était sur la bonne voie dans ses efforts pour accroître la fabrication de VZE au Canada et augmenter le nombre de bornes de recharge pour ces véhicules. Presque tous les participants étaient d'avis qu'il faudrait en faire davantage pour rendre ces véhicules plus abordables si l'on veut que la transition vers les VZE se fasse à grande échelle.

Les pêches (résidents du Canada atlantique)

Les participants du groupe du Canada atlantique ont discuté brièvement des enjeux liés à l'industrie de la pêche dans la région. Certains participants avaient entendu parler de la possibilité qu'un gel soit imposé à la pêche de certains stocks de poissons, mais peu d'entre eux étaient au courant des réductions proposées des quotas de pêche au hareng par Pêches et Océans Canada (MPO). En ce qui concerne leurs réactions, beaucoup pensaient que ces réductions allaient peut-être favoriser la durabilité à long terme du stock, tandis qu'un nombre considérable ont également insisté sur l'importance que revêt le secteur pour l'économie du Canada atlantique et recommandaient au gouvernement fédéral d'offrir des soutiens financiers ou des programmes de recyclage aux personnes dont le gagne-pain risquait d'être compromis par ces potentielles réductions de quotas.

Invités à décrire la performance du gouvernement du Canada pour ce qui est de soutenir l'industrie de la pêche, de nombreux participants hésitaient à se prononcer, estimant ne pas connaître suffisamment le secteur ou les soutiens en place pour bien évaluer cet aspect. À la question visant à savoir ce qu'ils souhaitaient que le gouvernement du Canada fasse pour mieux soutenir l'industrie de la pêche, les participants ont formulé peu de suggestions. Quelques-uns ont toutefois proposé d'affecter des ressources supplémentaires à la recherche et à l'innovation en matière de pratiques de pêche durables. Cela allait aider selon eux à créer une voie viable pour l'avenir de l'industrie, qui s'harmoniserait avec des objectifs plus vastes de durabilité à long terme.

La relation avec la Chine (membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver])

Un groupe formé de membres de la diaspora chinoise canadienne a pris part à une discussion sur la relation du gouvernement du Canada avec la Chine. Invités à décrire la relation actuelle entre les deux pays, beaucoup pensaient qu'elle était surtout négative, la jugeant tendue et distante depuis quelques années. Questionnés sur les facteurs ayant fait en sorte que la relation avait changé, de nombreux participants ont nommé les événements entourant l'extradition de la directrice financière de Huawei Technologies comme principale cause de détérioration de la relation sino-canadienne. Les participants ont ajouté que la dégradation des relations entre la Chine et d'autres pays, comme les États-Unis, avait peut-être contribué à la perception de tensions grandissantes.

Compte tenu de ces difficultés, les participants espéraient que les deux pays finiraient par régler leurs différends et se rapprocher. Interrogés à savoir si le gouvernement du Canada devrait essayer de renforcer sa relation avec la Chine, tous les participants ont répondu par l'affirmative. Beaucoup de participants souhaitaient l'établissement de liens plus étroits avec la Chine, plusieurs citant de possibles avantages économiques pour justifier leur position. Par ailleurs, la Chine est un partenaire commercial essentiel du Canada selon certains, qui croyaient que le renforcement de la relation se traduirait probablement par une plus grande prospérité économique pour l'ensemble de la population canadienne. Malgré leur enthousiasme à l'idée d'essayer de tisser des liens plus étroits avec la Chine, les participants pensaient également que la relation avec les États-Unis était très importante et devait être prise en compte. De l'avis de quelques-uns, les efforts visant à consolider les liens avec la Chine ne devaient pas se faire au détriment des relations existantes entre le Canada et les États-Unis.

Personnes vivant avec un handicap (personnes handicapées de Windsor)

Les problèmes auxquels sont confrontées les personnes en situation de handicap au Canada ont été abordés dans un groupe formé de gens aux prises avec de tels enjeux. Les participants ont d'abord parlé de certains des défis les plus fréquents auxquels ils font face et de l'impact qu'ils ont sur leurs activités quotidiennes. De nombreux enjeux ont été mentionnés, y compris un manque d'accessibilité, de la difficulté à se déplacer dans les grandes villes (surtout après d'importantes chutes de neige), la gestion de la douleur et les problèmes sensoriels.

De manière plus générale, bon nombre des participants souhaitaient qu'on s'attaque davantage aux problèmes vécus par les personnes en situation de handicap dans une optique individuelle, car les difficultés tendent à varier fortement d'une personne à l'autre. À leur avis, une « approche universelle » en la matière était habituellement insuffisante, de sorte que les décideurs et les urbanistes devraient tâcher de mieux comprendre la nature unique des enjeux propres aux personnes vivant avec un handicap.

Invités à décrire leur état actuel de bien-être et leur qualité de vie, plusieurs ont dit avoir éprouvé des difficultés financières, particulièrement dans la foulée de la pandémie de COVID-19. Questionnés plus longuement à ce sujet, les participants disaient avoir eu à assumer des coûts supplémentaires pour obtenir des soins ou un traitement adaptés à leur situation de handicap durant la pandémie, alors que certains avaient aussi été touchés par le ralentissement économique et la rareté des emplois qu'elle avait occasionnés. Bon nombre ont dit dépendre grandement du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH), mais plusieurs d'entre eux estimaient qu'il était insuffisant pour combler leurs besoins financiers. Une forte proportion de participants ont soulevé la difficulté à avoir un logement abordable et accessible compte tenu des sources de revenus limitées dont disposent les personnes vivant avec un handicap. À cet effet, certains proposaient au gouvernement fédéral d'envisager la mise sur pied d'un programme de « salaire vital » pour les personnes en situation de handicap qui offrirait à ces dernières un revenu de base garanti.

Appelés à préciser les plus grands défis auxquels sont confrontés les Canadiens vivant avec un handicap, de nombreux participants sont revenus sur les enjeux abordés plus tôt durant la discussion, notamment un moins grand nombre de possibilités d'emploi, des soutiens financiers limités, des problèmes d'accessibilité et l'isolement social. Peu d'entre eux se souvenaient de mesures prises récemment par le gouvernement fédéral pour s'attaquer à ces enjeux. Certains ont profité de l'occasion pour s'exprimer sur les programmes et initiatives actuels ciblant les personnes en situation de handicap, notamment pour dire que les critères d'admissibilité de ces mesures étaient souvent trop restrictifs, de sorte qu'elles ne pouvaient s'en prévaloir.

Quelques-uns jugeaient encourageante la récente nomination de la première dirigeante principale de l'accessibilité (DPA) du Canada, mais, dans l'ensemble, les participants ne pouvaient affirmer sans l'ombre d'un doute que le gouvernement du Canada était généralement sur la bonne voie pour ce qui est de répondre aux besoins des personnes vivant avec un handicap. Poussant la réflexion plus loin, certains ont réitéré le souhait de voir le gouvernement fédéral adopter une approche plus individualisée ou personnalisée quant aux soins et aux traitements offerts et mettre davantage l'accent sur les initiatives qui favorisent l'autosuffisance et l'autonomie des personnes en situation de handicap.

Des participants étaient également en faveur d'une approche à plusieurs niveaux pour répondre aux besoins des personnes handicapées, estimant que le gouvernement fédéral devrait travailler avec les provinces et les territoires à définir des normes d'accessibilité nationales pour mieux soutenir ces personnes et leur offrir de meilleurs soins.

À la question visant à savoir si le gouvernement fédéral devait se concentrer davantage sur les politiques qui éliminent les obstacles ou sur celles qui assurent l'égalité des chances, tous les participants estimaient que ces objectifs étaient étroitement liés et ne devaient pas être considérés comme mutuellement exclusifs. De l'avis général, l'élimination des obstacles garantirait une égalité des chances aux personnes en situation de handicap. Interrogés sur ce à quoi ils s'attendraient de la part d'un gouvernement résolu à éliminer les obstacles pour les personnes en situation de handicap, les participants ont formulé un éventail de réponses. Ils proposaient notamment de promouvoir une autonomie et une autosuffisance accrues chez les personnes handicapées, de les consulter davantage lors de l'élaboration de politiques et d'initiatives qui répondent à leurs défis particuliers et de veiller à ce qu'elles bénéficient d'équité en matière d'emploi. De façon plus générale, les participants pensaient que le gouvernement du Canada devrait en faire plus pour informer la population canadienne à propos des défis auxquels font face les personnes en situation de handicap. D'après plusieurs, le manque de compréhension au sein de la population générale donnait lieu à des perceptions erronées et à des préjugés au sujet des personnes handicapées, de sorte qu'elles étaient confrontées à des obstacles supplémentaires.

Lors d'une discussion sur la performance du gouvernement fédéral en matière d'égalité des chances pour les personnes en situation de handicap, très peu de participants estimaient que des progrès concrets avaient été réalisés. L'idée que les soutiens fédéraux, provinciaux et territoriaux en place actuellement n'étaient que des solutions à court terme qui ne tenaient pas compte de tous les besoins des personnes vivant avec un handicap faisait consensus. Invités à dire ce que le gouvernement du Canada pouvait faire d'autre pour mieux soutenir les personnes en situation de handicap à long terme, beaucoup jugeaient qu'il fallait leur offrir plus d'options de logements accessibles et abordables. Plusieurs avaient l'impression que les prix des logements avaient explosé, tant sur le marché des propriétés résidentielles que le marché locatif, et que les personnes vivant avec un handicap avaient encore moins de choix en raison de leurs besoins particuliers.

Appelés à dire ce que signifiait pour eux « l'accessibilité », la plupart assimilaient ce terme à l'inclusion universelle, qui veille à faire en sorte que toutes les personnes sentent qu'elles font partie de tous les aspects de la société, quelles que soient leurs capacités. Selon plusieurs, les conditions propices à une accessibilité complète seraient remplies seulement quand tout le monde aurait accès à n'importe quel service, immeuble ou activité essentielle sans faire face à des difficultés. Concernant l'expression « l'inclusion des personnes en situation de handicap », un certain nombre de participants ont exprimé des réserves à propos de la référence à une « situation de handicap », préférant que l'accent soit mis sur l'inclusion en général, plutôt que sur celle des personnes handicapées. À leur avis, cela ne faisait que séparer les personnes vivant avec un handicap du reste de la société et nuisait à l'atteinte de l'objectif global d'inclusion.

Les participants n'avaient pas eu connaissance d'annonces récentes concernant le projet de prestation canadienne pour les personnes en situation de handicap. En guise d'éclaircissement, nous leur avons dit que ce programme serait modelé sur le Supplément de revenu garanti pour les aînés et fournirait un supplément permanent à long terme aux autres aides provinciales ou territoriales et s'apparenterait à un revenu de base universel. Bien que la plupart des participants y voyaient une évolution positive qui serait utile, beaucoup doutaient que le programme soit mis en œuvre tel que présenté, car des initiatives analogues proposées par le passé n'avaient jamais vu le jour. Les participants étaient rares à penser que le programme allait être mis en place d'ici quelques années, bon nombre croyant que sa mise en œuvre prendrait plus de temps ou n'aurait tout simplement pas lieu.

Quelques participants seulement connaissaient d'autres soutiens financiers que le gouvernement fédéral offre actuellement aux personnes en situation de handicap, tels que le crédit d'impôt pour personnes handicapées (CIPH) et les prestations d'invalidité du Régime de pensions du Canada (RPC). Questionnés sur d'autres soutiens financiers que le gouvernement du Canada pourrait fournir, certains ont proposé des initiatives comme un remboursement à l'achat d'un véhicule accessible ou pour la modification d'un véhicule afin de le rendre accessible ou encore des subventions pour les personnes comptant rénover leur maison afin de mieux l'adapter à leurs besoins. Tous les participants estimaient que le gouvernement fédéral devrait augmenter les soutiens financiers destinés aux personnes en situation de handicap pour les aider à mettre la main sur des logements abordables et accessibles, car peu de choix s'offraient à elles en général et l'accessibilité et la sécurité du petit nombre de logements disponibles laissaient à désirer. Enfin, quelques-uns recommandaient au gouvernement fédéral de travailler avec des courtiers immobiliers et des sociétés immobilières afin de trouver des options de logement abordable, qui pourraient par exemple améliorer ou rénover les logements disponibles pour les rendre plus accessibles.

Évaluation d'une publicité de santé publique (résidents de villes de taille moyenne des Prairies)

Nous avons présenté aux participants d'un groupe un concept publicitaire sous forme de scénarimage visant à promouvoir le système de santé publique du Canada. L'exercice visait à recueillir leurs premières impressions sur ce concept et à savoir à quel point ils le trouvaient informatif. La plupart des participants ont bien réagi à la publicité, la jugeant à la fois intéressante et éducative. Selon certains, le concept permettait d'avoir une vision plus globale du système de santé publique du Canada, car il expliquait ce en quoi il consiste, son mode de fonctionnement et les moyens qu'il met en œuvre pour assurer la santé et la sécurité des Canadiens. Pour la majorité, le message principal du concept s'articulait autour de la promotion de la santé de la communauté et de la sécurité des Canadiens à la suite de la pandémie de COVID-19. Plusieurs estimaient que ce message était important et arrivait à point nommé pour rassurer la population sur le fait que la santé publique et la sécurité demeuraient des priorités importantes du gouvernement fédéral dans l'avenir.

Les opinions des participants étaient assez partagées lorsque nous leur avons demandé si leurs impressions au sujet du système de santé publique avaient changé après avoir pris connaissance du concept. Même si certains ont dit que le concept n'avait pas eu d'effet sur leur niveau de connaissance ou de compréhension de la santé publique au Canada, d'autres estimaient qu'il aidait à mettre en relief

les liens entre la santé à l'échelle individuelle, de la communauté et de la société. Des participants trouvaient que la publicité expliquait bien la vaste portée des activités de santé publique au Canada et l'impact profond du système dans de nombreux aspects de la vie quotidienne.

Enjeux touchant les Métis (Métis de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba)

Les participants du groupe formé de personnes d'ascendance métisse ont discuté de divers enjeux propres à la communauté métisse. Invités à préciser les enjeux importants auxquels les Métis sont confrontés qui nécessitent une attention accrue de la part du gouvernement du Canada, les participants ont fait une foule de suggestions. Ils étaient nombreux à penser que le gouvernement fédéral devait en faire beaucoup plus pour aborder des enjeux tels que le racisme systémique, les traumatismes intergénérationnels et l'appropriation culturelle, compte tenu de leurs répercussions négatives sur les Métis en particulier et les collectivités autochtones, de façon plus générale, à l'heure actuelle. Certains croyaient par ailleurs qu'il fallait consacrer des ressources supplémentaires au dossier des femmes autochtones disparues et assassinées, et déploraient le peu de progrès réalisés sur ce plan.

Appelés à se prononcer sur le niveau d'engagement montré par le gouvernement du Canada à l'égard des enjeux qui touchent les Métis, tous les participants estimaient qu'il ne leur accordait pas suffisamment d'attention. À propos de la réconciliation, des participants proposaient d'élaborer une approche plus consultative en la matière, car, d'après certains, le gouvernement fédéral préconisait surtout un processus « descendant » en ce moment. Insatisfaits des efforts consacrés jusqu'à maintenant à la réconciliation, tous les participants considéraient toujours cet enjeu comme une priorité importante sur laquelle le gouvernement devait mettre l'accent. Certains ont avancé que les hauts fonctionnaires (y compris le premier ministre) devraient redoubler d'efforts pour visiter régulièrement les réserves autochtones et les collectivités autochtones nordiques et éloignées, car, en se rendant sur place, ils seraient mieux à même de comprendre les difficultés que rencontrent ces communautés.

Questionnés sur les mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour illustrer son engagement envers la réconciliation avec les Métis, en particulier, et les Autochtones, en général, les participants n'ont pas été avares de suggestions. La mise en œuvre d'initiatives à l'échelle locale pour aider à enrayer les problèmes de santé mentale et de dépendances dans les collectivités autochtones de même qu'une réforme systémique du régime parlementaire canadien et de la *Loi sur les indiens* figuraient au nombre de leurs propositions. Selon plusieurs participants, il fallait consacrer des ressources supplémentaires au traitement des problèmes de santé mentale et de dépendances dans les collectivités autochtones, afin que les personnes qui en souffrent puissent recevoir des soins dans leur région et n'aient plus à parcourir de longues distances pour se faire traiter. Certains proposaient des mesures pour accroître la visibilité de la communauté métisse au Canada, notamment la bonification de la programmation culturelle et des activités visant à promouvoir et à reconnaître davantage la contribution à l'histoire de Métis comme Louis Riel. Un petit nombre de participants ont recommandé d'augmenter le nombre de sièges au Parlement et de les réserver à des Autochtones, car

cela contribuerait grandement à assurer une plus grande représentation de ces collectivités lors de l'élaboration des politiques.

Le NORAD (résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Les participants du groupe des Territoires du Nord-Ouest ont pris part à une brève discussion sur le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD). Quelques participants seulement avaient entendu parler de l'organisation et ils étaient peu familiers avec ses principaux objectifs. Après avoir été informés que le NORAD était essentiellement responsable de la surveillance et de la protection de l'espace aérien nord-américain, beaucoup de participants jugeaient ces rôles importants, notamment pour protéger les Canadiens et déjouer les menaces potentielles. Certains pensaient qu'en plus de protéger les Canadiens, le NORAD permettait de collaborer en permanence avec les États-Unis et, par le fait même, de continuer à solidifier cette alliance. Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement du Canada devrait envisager des changements quant à la façon de gérer la défense aérienne dans le contexte géopolitique actuel, de nombreux participants jugeaient satisfaisante la gestion actuelle. La plupart avaient confiance en la capacité du NORAD à identifier et à contrer toute menace aérienne pour les Canadiens et à les préserver de dangers potentiels. Craignant que le conflit en cours entre l'Ukraine et la Russie ne dégénère, de rares participants pensaient qu'il fallait en faire plus pour assurer la sécurité du Nord canadien, en raison de sa proximité géographique avec la Russie.

Enjeux locaux (travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est, Métis de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, locataires de Vancouver)

Les participants de trois groupes se sont penchés sur des enjeux propres à leurs collectivités locales ou régions. Dans tous les groupes, une proportion considérable de participants ont cité l'abordabilité du logement, les pénuries de personnel dans le secteur de la santé, les ressources insuffisantes en santé mentale et la perception que le coût de la vie augmentait partout au pays parmi les enjeux les plus pressants au sein de leurs collectivités.

Résidents des Cantons-de-l'Est (travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est)

Les participants des Cantons-de-l'Est ont traité d'enjeux touchant leurs collectivités locales, dont le logement, les pénuries perçues de main-d'œuvre dans la région et les infrastructures, de manière plus générale.

Invités à préciser les défis les plus pressants à l'heure actuelle, la plupart des participants estimaient que le logement abordable était une préoccupation importante dans leur région. Ils avaient l'impression qu'à cause de la flambée des prix des logements, beaucoup de gens peinaient à entrer sur le marché de l'habitation et à trouver des logements abordables dans le marché locatif de leur région. Quelques participants avaient entendu parler de l'élargissement de l'admissibilité au crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation, mais peu étaient au fait de mesures prises récemment par le

gouvernement fédéral pour améliorer la situation du logement. Pratiquement tous les participants jugeaient que le gouvernement du Canada pouvait en faire plus pour régler ce problème.

Outre le logement, un certain nombre de participants avaient l'impression que leurs collectivités locales faisaient face à des pénuries de travailleurs et que ce problème prenait de l'ampleur dans plusieurs secteurs. Quelques-uns attribuaient cette situation principalement à des salaires trop bas, car, pour beaucoup de gens, ça ne valait pas la peine de continuer à travailler pour gagner si peu. D'autres enjoignaient au gouvernement du Canada d'en faire plus pour accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences que doivent suivre les étrangers qui s'établissent au Canada. Il leur semblait que beaucoup de travailleurs étrangers hautement qualifiés ne parvenaient pas à trouver un emploi dans leur domaine en ce moment et qu'une telle situation nuisait à l'ensemble de l'économie canadienne.

À la question visant à savoir s'ils croyaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne ou sur la mauvaise voie concernant les enjeux mentionnés précédemment, les participants avaient des avis partagés. Les participants ayant répondu que le gouvernement du Canada était sur la mauvaise voie jugeaient insuffisantes les mesures prises pour s'attaquer à ces enjeux et l'invitaient à faire plus d'efforts pour travailler en ce sens avec les provinces, les territoires et les municipalités. Moins nombreux, les participants aux yeux desquels le gouvernement fédéral était sur la bonne voie pensaient qu'assez de ressources étaient affectées à ces enjeux pour le moment et que des progrès avaient été réalisés, malgré la persistance de certains problèmes.

Résidents du Manitoba (Métis de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba)

Les participants du groupe du Manitoba ont discuté brièvement des priorités dans leur région. Ils devaient d'abord préciser les industries et les secteurs qu'ils jugeaient les plus importants dans leurs communautés respectives. Les réponses se rapportaient généralement aux secteurs de la vente au détail et des services (y compris les restaurants), de la fabrication et de la construction ainsi qu'aux petites entreprises locales. De plus, certains avaient constaté l'apparition d'un grand nombre d'entreprises et de ressources pour aider les populations marginalisées, dont les sites de consommation supervisée et les refuges pour sans-abri. De telles initiatives présentaient des avantages à certains égards, mais les efforts pour s'attaquer aux causes profondes de ces enjeux, comme les problèmes de santé mentale et les traumatismes intergénérationnels, laissaient à désirer selon les participants. Discutant de ce que le gouvernement du Canada pouvait faire pour remédier à ces problèmes, les participants souhaitaient qu'il prête une attention accrue à l'abordabilité du logement et à l'itinérance, notamment à la suite de la pandémie de COVID-19. Beaucoup de participants étaient d'avis que l'accès à un logement sécuritaire et fiable aurait des répercussions positives et pouvait améliorer considérablement le bien-être socioéconomique des personnes marginalisées.

Questionnés sur les industries et les secteurs de l'économie locale qu'il fallait aider davantage, plusieurs participants ont réitéré l'importance d'accroître l'aide offerte aux entreprises locales et aux petits commerçants, compte tenu des difficultés qu'ils ont dû surmonter ces deux dernières années. Certains proposaient aussi de fournir une aide supplémentaire aux étudiants de niveau postsecondaire, car étudier coûtait de plus en plus cher et plusieurs avaient de la difficulté à joindre les deux bouts. Concernant les récentes initiatives ou mesures mises de l'avant par le gouvernement pour s'attaquer à

ces enjeux, de rares participants se sont souvenus des soutiens offerts aux petites entreprises pendant la pandémie, comme la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC). À propos des frais d'études postsecondaires, quelques participants avaient eu vent de discussions sur l'exonération de remboursement des prêts d'études fédéraux et l'augmentation du soutien financier offert aux étudiants de niveau postsecondaire, mais aucun d'entre eux n'a pu donner des précisions à ce sujet.

Quant aux problèmes les plus répandus dans leurs collectivités locales, certains ont répété leurs préoccupations relatives à l'abordabilité du logement et au nombre de personnes vivant dans la pauvreté ou en situation d'itinérance. Certains s'inquiétaient particulièrement au sujet des crimes violents. À cet effet, plusieurs avaient l'impression que le taux d'homicides à Winnipeg était nettement plus élevé que celui de grandes villes comparables du reste du Canada. Dans la même veine, un certain nombre de participants croyaient qu'une proportion disproportionnée d'Autochtones étaient victimes de ces crimes et que le gouvernement fédéral devait en faire plus pour lutter contre les crimes à caractère raciste, fréquents dans leur région.

Résidents de Vancouver (locataires de Vancouver)

Un groupe formé de locataires résidant à Vancouver s'est penché sur divers enjeux qui touchaient la collectivité locale ainsi que sur les mesures et les initiatives que le gouvernement du Canada pouvait mettre de l'avant pour mieux soutenir les habitants de la région. Invités à préciser les problèmes les plus pressants auxquels Vancouver était confrontée à l'heure actuelle, les participants ont fait état de plusieurs enjeux, dont les pénuries de travailleurs de la santé, l'abordabilité du logement et la discrimination raciale (surtout à l'endroit des personnes d'origine asiatique). Ils ont aussi mentionné les changements climatiques et l'environnement, un meilleur accès aux services sociaux, la hausse du coût des biens et services essentiels (comme l'épicerie et l'essence) et le besoin de mieux rémunérer les éducateurs de la province.

Sur ce qui pouvait être fait pour remédier à ces enjeux, plusieurs participants proposaient de consacrer plus d'efforts à la création d'options de logement abordable, qui devraient être beaucoup plus accessibles à leur avis. Il semblait à certains que les logements abordables faisaient désormais l'objet d'une stigmatisation, car on les associait aux populations marginalisées et à faible revenu. Pour remédier à cette situation, les participants proposaient de construire des logements abordables un peu partout dans Vancouver, au lieu de les centraliser dans quelques quartiers. Cela pouvait selon eux réduire les préjugés entourant les logements abordables tout en offrant un plus grand nombre d'options en la matière aux personnes qui en ont besoin.

En ce qui concerne les crimes violents (y compris les agressions à caractère raciste), de nombreux participants attribuaient cette violence aux gangs, ajoutant que la plupart de ces crimes étaient perpétrés par des jeunes qui étaient devenus membres de ces gangs en raison de leur omniprésence dans leurs quartiers. Il fallait en faire plus à leur avis pour mettre sur pied des programmes d'activités communautaires et de loisirs pour les jeunes et leur offrir d'autres options que grossir les rangs d'un gang.

Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement du Canada était généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne ces problèmes, pratiquement tous les participants

pensaient qu'il faisait fausse route. Au sujet du problème du logement, plusieurs regrettaient que des mesures pour y remédier telles que la hausse des taux d'intérêt par la Banque du Canada n'aient pas été prises plus tôt et jugeaient que les programmes et initiatives fédérales en place en la matière n'avaient guère aidé à améliorer la situation. Interrogés sur ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour se mettre sur la bonne voie, les participants se sont surtout attardés aux enjeux touchant le secteur de la santé. Ils ont proposé des mesures pour pallier les pénuries de personnel de la santé, les longs temps d'attente, le peu de rendez-vous disponibles, les retards dans les rendez-vous et les chirurgies reportés à cause de la pandémie et le manque d'accès à des ressources en santé mentale et en traitement des dépendances. Les participants s'entendaient également pour dire qu'il fallait en faire davantage pour conserver les travailleurs de la santé et les inciter à continuer d'exercer dans la province et proposaient à ces fins de leur offrir de meilleurs salaires, des avantages accrus et des conditions de travail plus raisonnables.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$
